

COMMUNIQUE

En engageant sa honteuse campagne contre les Roms, les étrangers naturalisés, les gens du voyage, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Hortefeux a un objectif clair : faire croire au reste de la population que ces populations sont responsables de toute la situation.

En Seine-Saint-Denis où la situation sociale est particulièrement difficile, on voit bien comment certains voudraient utiliser la situation de ces catégories de population comme un instrument de division. Les travailleurs de Seine-Saint-Denis ne se laisseront pas abuser. Ils savent que si aujourd'hui, c'est au tour des Roms, des étrangers naturalisés, des gens du voyage, demain, d'autres secteurs de la classe ouvrière ou de la jeunesse, quelles qu'en soient les raisons, seront à leur tour désignés comme boucs émissaires.

Le 7 septembre prochain, s'ouvre la session parlementaire à l'Assemblée nationale dont l'ordre du jour prévoit une avalanche de mesures destructrices (contre-réforme des retraites, attaques contre la Sécurité sociale, mise en place d'un système « dépendance » rendant obligatoire la souscription d'une assurance privée pour les personnes de plus de 50 ans, etc.), autant de mesures dictées par les « marchés financiers » et les agences de notation, le FMI et l'Union européenne.

C'est dans cette situation que le gouvernement, aux abois, ose désigner telle ou telle catégorie de la population comme responsable de la situation.

Non, ce ne sont ni les Roms, ni les étrangers naturalisés, ni les gens du voyage qui sont responsables de la situation !

Et dans le département ?

La mise en œuvre de la politique du gouvernement a des conséquences désastreuses :

Dans les écoles maternelles et primaires, seules 90 classes sont ouvertes à la rentrée (49 fermetures, 139 ouvertures) pour 3 000 élèves supplémentaires, soit une moyenne de 34 élèves par classe !

Par ailleurs, depuis la suppression des 121 postes de maitres E (pour les élèves en difficulté) l'an passé, seuls les enfants de cours préparatoire et cours élémentaire 1^{ère} année, dans les quartiers dits difficiles, auront droit à un soutien du RASED. Ainsi, les enfants de cours élémentaires 2^{ème} année qui rencontreraient des difficultés dans l'apprentissage de la lecture n'y auront pas droit, ainsi que la majorité des enfants scolarisés à l'école maternelle.

Sept collèges dans le département ont été désignés par le ministère « *collèges pour l'ambition, l'innovation et la réussite* » (CLAIR). La conséquence est la remise en cause des horaires et programmes nationaux et la mise en place de rythmes scolaires dérogoires.

Les permanences d'accueil de la CAF et les centres de Sécurité sociale ferment les uns après les autres. L'espace service accueil de proximité Montreuil Hoche, fermé en juillet et août, ne devrait pas rouvrir en septembre. Il ne resterait donc qu'un espace accueil à Montreuil, ville de plus de 100 000 habitants !

Alors que le taux de chômage atteint 11,5 % dans le département, la direction de PSA Peugeot Citroën a décidé de supprimer à partir du mois d'octobre l'équipe de nuit du site d'Aulnay-sous-Bois qui produit la Citroën C3.

Nombre d'élus « de gauche » du département, du Parti socialiste ou du Parti communiste, condamnent cette politique. Mais en même temps, que font-ils concrètement ?

- Ils augmentent les impôts locaux : 6 % d'augmentation décidés par le Conseil général, 8 et 12 % à Montreuil, 8 % à Saint-Denis, etc. ;
- Ils procèdent à des coupes dans le budget du Conseil général : près de 40 milliards d'euros d'économies sur le dos des jeunes, des personnes âgées, des travailleurs de Seine-Saint-Denis déjà durement frappés par les mesures du gouvernement (notamment 22 millions économisés sur la carte Améthyste pour le transport collectif des personnes de plus de 60 ans, 10 millions d'économie sur la carte Imagine R pour le transport collectif des jeunes) ;
- Ils participent avec la direction de la CPAM à la vente des immeubles de la Sécurité sociale comme à Tremblay.

Les travailleurs et les jeunes de Seine-Saint-Denis, quelle que soit leur origine, leur nationalité, ont les mêmes exigences : des classes et des enseignants dans les écoles, des lits et du personnel dans les hôpitaux, des centres de Sécurité sociale et des accueils CAF, de vrais emplois pour tous en CDI ou statutaires, etc.

Ce qui exige de rompre avec la politique dictée par l'Union européenne, le FMI et les « marchés financiers ».

En cette rentrée, toutes ces revendications tendent à se concentrer dans une revendication centrale. Ainsi, le gouvernement le dit lui-même : le point de départ de la déferlante des mesures de destruction contre la classe ouvrière sera la contre-réforme des retraites. Depuis des mois, les travailleurs cherchent à rassembler leurs forces dans la lutte de classe pour contraindre le gouvernement à reculer. Ce qui ne peut se réaliser que sur le terrain de l'unité pour le retrait de la contre-réforme Fillon-Woerth.

Unité pour que cessent immédiatement les mesures de discrimination, les mesures de répression, les expulsions contre telle ou telle catégorie de la population !

Unité pour le retrait de la contre-réforme des retraites !

Unité, travailleurs et organisations, dans la lutte de classe, dans la grève pour contraindre le gouvernement à reculer.

VENEZ DANS LES ASSEMBLEES DU POI POUR EN DISCUTER

Aubervilliers-La Courneuve : le 3 septembre
Bagnolet : le 2 septembre
Les Lilas : le 10 septembre
Bas Montreuil : le 1^{er} septembre ;
Haut Montreuil : le 25 août ;
Pantin : le 8 septembre
Rosny sous Bois : le 28 août
Saint-Denis Landy : le 2 septembre
Tremblay-en-France : le 2 septembre

Aulnay : le 6 septembre
Bobigny : le 1^{er} septembre ;
Livry-Gargan : le 8 septembre ;
Montreuil Centre : le 1^{er} septembre ;
Noisy-le-Grand : le 27 août ;
Roissy : le 2 septembre
Saint-Denis Ville : le 2 septembre
Saint-Ouen : le 1^{er} septembre